

Lutte de classe

Le POI à travers *Informations ouvrières* (n°2 et 3)

Dans l'édito du n°2 d'*Informations ouvrières*, Gluckstein s'en prend à la LCR qui a rendu public un communiqué, parce qu'il n'y a pas « *un mot, dans ce communiqué, sur les traités européens* ».

Lui, au nom du POI, il réussit le tour de force de ne pas dire une seule fois que les traités européens sont signés par le chef de l'Etat conformément au pouvoir que lui confère la Constitution de la Ve République. Pas une seule fois il n'y fera référence.

Pour extraire la mauvaise herbe, c'est à la racine qu'il faut s'attaquer pour qu'elle ne repousse pas.

Il y a 16 ans, le PT et d'autres s'étaient opposés au traité de Maastricht dans les mêmes termes, sans remettre en cause la Constitution de la Ve République. Résultat : depuis il y a eu les traités d'Amsterdam, de Nice, etc. Après le traité de Lisbonne de 2008, il y en aura d'autres, le président de la République pourra continuer de signer tous les traités sans que l'UE ne soit le moins du monde inquiétée, ni les institutions de la Ve République.

De ce point de vue là, il me semble que le POI n'a pas de leçons à donner à la LCR.

Pour ma part, je trouve que le combat du POI contre l'Union européenne est indispensable, de la même manière je trouve le combat de la LCR contre le capitalisme nécessaire, même si je ne suis évidemment pas d'accord avec la manière dont ces combats sont menés, ils devraient être concentrés contre le pouvoir politique en place, les institutions et le gouvernement, c'est élémentaire. L'essentiel, c'est que les travailleurs réfléchissent à la nature réelle de l'UE et du capitalisme pour que mûrisse leur conscience politique qu'il faut s'en débarrasser en commençant par abattre la Ve République.

Donc, de ce point de vue-là, cela ne sert à rien de tirer à boulets rouges sur le POI ou la LCR, ce qui ne nous interdit pas par ailleurs de dire ce que l'on pense de ces partis et leurs politiques.

Page 6 : Le POI pro militariste.

Le titre de l'article du POI : *L'armée française sous commandement américain*.

Il est présenté comme une « analyse », alors qu'en réalité, son auteur ne fait qu'aligner différentes prises de position toutes en faveur de l'armée. Vous ne trouverez pas la moindre prise de position du POI dans cet article inodore, en apparence. Il faut donc s'attacher à la manière dont il a été construit pour comprendre ce qu'il recouvre vraiment.

Une première question en réponse au titre : L'armée française n'interviendrait-elle pas déjà dans le cadre du maintien de l'ordre mondial en Afrique indépendamment de l'impérialisme américain, mais aussi en Afghanistan à ses côtés ?

Voyez-vous cela : « *La réforme des armées présentée par Nicolas Sarkozy le 17 juin a immédiatement provoqué un tollé parmi nombre de généraux et une nouvelle grogne de députés UMP. Cette réforme s'inscrit comme une étape majeure après la suppression de la conscription réalisée en 1996 par Jacques Chirac.* »

Le POI se fait l'écho des préoccupations des généraux et des militaristes en général et semble regretter la fin de la conscription. La preuve ?

Qu'a écrit ce quarteron de généraux dans une tribune publiée par *Le Figaro* et dont vous ne trouverez pas trace dans cet article ? Ils regrettent la diminution des effectifs de l'armée : « *Nous en sommes, nous, à la diminution des effectifs de l'armée de terre et au 'report' de la décision de construire le deuxième porte-avions, qui signe une rupture capacitaire majeure* », écrivent les membres du groupe de militaires qui ont signé Surcouf. Vous aurez compris qu'ils sont pour le maintien des effectifs actuels de l'armée et l'accroissement des dépenses militaires.

Ils regrettent enfin la réduction du dispositif militaire français en Afrique, qui risque selon eux de conduire à un accroissement du nombre de crises sur le continent africain. Alors que nous nous en réjouissons, tout comme la réduction de la place de l'armée dans la société.

Pour revenir à cet article, je me suis réjoui de la suppression de la conscription en 1996, la fin de ce que l'on appelait le service militaire qui durait un an. Pour ma part, en 1975 j'ai été réformé et déclaré inapte à tout emploi civil ou militaire dans l'armée en temps de guerre.

A part le retour de l'impérialisme français dans le commandement de l'OTAN sous l'égide américaine, quelles sont les mesures du « *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* » qui chagrinent tant le POI ?

La « *Réduction des effectifs des armées de 54 000 civils et militaires d'ici à 6 ou 7 ans.* » et « *la fermeture de 20 à 30 garnisons* ». Est-ce un problème ? Pour qui ?

Et le POI de reproduire gracieusement les propos d'un officier :

« *C'est un peu comme si Michelin annonçait 15 000 suppressions de postes et la fermeture d'une vingtaine d'usines* », explique un officier à l'AFP (21 juin) sous couvert d'anonymat. »

Sauf que produire des pneus ce n'est pas produire des engins de guerre contre les peuples. Un ouvrier est utile à la société, alors qu'un soldat ou un flic est un parasite au service de l'ordre établi.

Moins de militaires, c'est plutôt une bonne nouvelle, non ? mais nous ne pouvons pas le chanter sous tous les toits évidemment. Cela fera toujours moins de soldats pour nous tirer dessus au moment de la révolution et pour tirer sur les autres peuples.

Et la rédactrice de cet article de se faire ensuite le relais des promilitaristes de l'UMP, cela ne s'invente pas, lisez plutôt :

« *Et lors de la réunion du groupe UMP de l'Assemblée nationale le 17 juin, plusieurs voix s'étaient aussi élevées contre les conséquences du projet de restructuration des armées. Dans un appel public, douze parlementaires UMP interpellent le gouvernement : « Les implantations militaires, expliquent-ils, participent à la vie économique et au poids démographique de nos territoires. ».* On en est tout bouleversé !

Cette solidarité entre l'UMP et l'armée est normale, ce qui l'est moins en revanche c'est qu'un soi-disant parti ouvrier, le POI, s'en fasse gracieusement le relais, car parallèlement ils ont bien camouflé le contenu réactionnaire de la pétition des généraux.

Moins de casernes sur le territoire, mais en voilà une excellente idée, l'armée ne sera pas directement sur les lieux au moment du soulèvement.

Mais avez-vous pensé à la défense de la nation ? Avez-vous pensé un instant à ces élus tels Schivardi qui se morfondent déjà après cette annonce ? Vous ne savez pas ce que c'est d'avoir des responsabilités dans le cadre des institutions de la Ve République. Qu'il faille défendre le dernier rempart du régime, l'armée, voilà un rôle qui n'est pas le nôtre.

Camarades, si vous ne partagez pas le point de vue du POI sur l'armée, c'est que vous êtes décidément bien ingrat vis-à-vis de la République, la leur.

Ils vous répondront qu'il s'agissait simplement de jouer sur les contradictions du régime, tu parles, en réalité de la soupe en direction des élus !

(source : Reuters 19.06)

IO 3

Page 3 : Dans ce journal Jaurès à dorénavant remplacé Marx, (article de Schivardi) qui vante les mérites de la démocratie bourgeoise instaurée en 1789 !

Page 4 Legoff écrit : « *Comment prétendre s'opposer à la politique du gouvernement sans combattre l'Union européenne, qui dicte cette politique dévastatrice dans les moindres détails ?* ».

Renversons les postulats de cette fausse question : Comment prétendre s'opposer à l'Union européenne sans combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République qui mettent en oeuvre cette politique dévastatrice dans les moindres détails ?

Page 5 « *C'est un fait, la « position commune », soutenue par le gouvernement, menace l'existence même des confédérations syndicales, à tous les niveaux, y compris la CGT. Car la remise en cause de la représentativité du syndicat dans l'entreprise (celle-ci dépendant désormais de l'audience électorale) aboutirait à ce qu'il ne puisse plus négocier ni les salaires ni les conditions de travail. Sa raison d'être serait ainsi remise en cause.* »

Ben voyons, la « *raison d'être* » des syndicats serait de négocier avec les patrons ! C'est cette conception du syndicalisme qui a conduit au corporatisme car elle le portait en germe.

Non, « *la raison d'être* » des syndicats est d'organiser les travailleurs pour qu'ils fassent valoir leurs droits et leurs revendications, pour qu'ils défendent leurs acquis, et à cette fin, qu'ils se mobilisent et combattent les patrons par la grève et l'occupation. La négociation ne devrait intervenir qu'à la fin d'une grève, une fois que les travailleurs en grève réunis en assemblée générale aient décidé que leur mouvement ne pouvait pas aller plus loin.

La négociation et son issue ne devrait être qu'une étape vers la prochaine mobilisation, et elle devrait faire l'objet d'un compte rendu minutieux mettant en relief que ce qui reste à conquérir est incompatible avec l'existence des rapports sociaux d'exploitation actuels, et que par conséquent, il est nécessaire de s'organiser sur le plan politique pour en finir avec les institutions, préalable nécessaire à l'expropriation des capitalistes.

Finalement, dire que la négociation serait la raison d'être des syndicats, c'est leur donner d'emblée un contenu réformiste, ce n'est pas les dirigeants syndicaux qui les contrediront.

Page 6 Isabelle Rémy écrit :

« *La LCR parle d'une « Europe démocratique des travailleurs et des peuples, contre les institutions actuelles de l'UE* ».

Est-il possible de bâtir une « Europe des travailleurs » sans combattre pour la rupture avec l'Union européenne, c'est-à-dire pour la sortie de ses institutions ? »

Retournons cette phrase : Est-il possible de bâtir une « *union libre des peuples libres* » sans combattre pour en finir avec le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, c'est-à-dire pour la sortie des institutions de la Ve République ?

Page 8 « *Cette politique de liquidation provoque, en France comme dans les autres pays d'Europe, des mouvements de résistance à cette politique de liquidation qui expriment la volonté des peuples de se libérer du carcan de l'Union européenne.* », mais pas de celui du gouvernement et des institutions de la Ve République.

Où va se fourrer le nationalisme ?

« *Nous sommes tous des Irlandais.* », non, désolé, en Irlande comme dans tous les pays il existe des classes sociales aux intérêts distincts. C'est comme gueuler : Vive la France !

Page 9

Gluckstein : « *Les conditions dans lesquelles la classe ouvrière se bat ne sont pas indifférentes. Les militants ouvriers, avant 1917, concluaient toutes leurs résolutions par : "C'est pour ça qu'il faut abattre le régime du tsar, qu'il faut l'Assemblée constituante." L'Union européenne aujourd'hui, c'est le régime du tsar ! Si, demain, on abat l'Union européenne, ça ne garantit pas le socialisme, mais ça fait disparaître l'arme des capitalistes, donc le combat est plus facile.* »

Non, le tsar c'est Sarkozy ! Au moins lui il est tranquille !

Ensuite, il aurait dû expliquer pourquoi Lénine avait dissout l'Assemblée constituante au lendemain de la révolution d'Octobre.

Quand à la disparition de « *l'arme des capitalismes* », c'est un leurre, à la limite ils pourraient très bien s'en passer et recourir aux mêmes expédients qu'autrefois, en l'absence de partis révolutionnaires et d'une Internationale, qu'auraient-ils à craindre ?

Dans un compte-rendu d'un comité :

« *Dire que tout le monde peut adhérer au POI* », on s'en est rendu compte avec Schivardi, Jeanneney, etc. Un parti fourre-tout quoi.

Page 10 « *L'esclavage, le travail des enfants étaient légaux aussi. Jusqu'à ce que les peuples, la démocratie et la lutte de classe en décident autrement.* », ajoutons la révolution si cela ne vous dérange pas ou ne vous effraie pas trop.

Page 11 Sur la directive « retour » de l'UE : « *Ce pacte entend donc donner toute sa portée politique à la nouvelle directive adoptée par la Commission européenne, et dont, ici ou là, on semble croire qu'elle est l'oeuvre du seul Sarkozy. En réalité, cette circulaire scélérate, comme les précédentes, est le produit d'un accord qui lie, depuis l'adoption du traité de Maastricht en 1992, les gouvernements de toute couleur politique.* ».

Certes, mais qui les a mis en oeuvre : l'Union européenne ou les différents gouvernements ? Andreu Camps a beau les mettre sur un pied d'égalité en écrivant qu'ils sont « *liés* » par un accord, ce n'est pas ce tour de passe-passe qui va changer la réalité des faits, considérons les choses telles qu'elles sont en répondant à la question *qui fait quoi ?* sans chercher à diluer les responsabilités de ceux qui appliquent une politique sous prétexte qu'ils n'en sont pas directement les auteurs.

Et de conclure ainsi : « *La défense des intérêts communs de tous les travailleurs, immigrés ou pas, exige la rupture avec les institutions européennes et leurs honteuses directives.* », et Sarkozy passe une nouvelle fois à la trappe.

Page 12 « *Des marins-pêcheurs du Pas-de-Calais ont démontré dans un tract ce que signifiait, concrètement, le carcan de l'Union européenne, qui les condamne à mort avec sa politique de quotas : « Norvège (pays non membre de l'UE) : 380 000 tonnes de cabillaud pour 4,9 millions d'habitants. Islande (pays non membre de l'UE) : 250 000 tonnes de cabillaud pour 300 000 habitants. Union européenne : 107 000 tonnes de cabillaud pour 732 millions d'habitants. » »*

1- Il n'y a pas 732 mais 493 millions d'habitants dans les 27 pays de l'UE (chiffre 2007).

2- La Norvège ne fait pas partie de l'Union européenne et il faut préciser que le cabillaud est principalement pêché au large de ce pays dans la mer Baltique. Cet Etat décide donc comme un accord avec l'UE le quota de cabillaud qu'il s'impose. Quant à l'Islande, c'est une île dont la population vit presque exclusivement de la pêche. Les marins-pêcheurs du Pas-de-Calais voudraient-ils les réduire à la mendicité ?

2- Chaque année, en novembre, la Commission européenne rencontre la Norvège pour décider des totaux admissibles de capture (TAC) applicables à ces stocks, pour l'année suivante. D'autre part, en application d'un accord concernant la pêche conclu entre l'Union européenne et la Norvège, le merlan bleu représente 40% de la contribution communautaire aux échanges de possibilités de pêche dans les eaux norvégiennes.

Comment sont arrêtés les totaux admissibles de capture (TAC)?

La Commission fonde ses propositions sur l'avis scientifique disponible le plus récent. Cet avis est émis par le Conseil international pour l'exploration de la pêche (CIEM) qui regroupe les États membres de l'Union européenne ainsi que les États riverains de l'Atlantique Nord (États-Unis, Canada, Norvège et Russie).

L'avis du CIEM est complété par celui du comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP), composé d'experts nationaux aux formations universitaires diverses chargés de conseiller la Commission.

En ce qui concerne le groupe de stocks gérés conjointement par l'UE et la Norvège, un accord est conclu entre les deux parties. Les chiffres dont elles conviennent concordent pleinement avec les principes directeurs qui ont guidé la Commission dans la préparation de ses autres propositions.

Dans le cas de stocks conjoints, comme pour le cabillaud de la mer du Nord, la Commission négocie avec la Norvège. La France ne peut ainsi pas directement négocier un accord avec la Norvège, ni avec aucun pays tiers.

Chiffres 2004 (<http://www.assemblee-nationale.fr/index.asp>)

La Commission européenne a imposé une réduction aux pêcheurs norvégiens sur de nombreuses espèces présentes en mer de Norvège, ce que passe sous silence ce tract :

sole - 15 %
plie - 41 %
églefin - 5 %
sardines - 30 %
chinchard - 13 %
limande et flet - 40 %

Par ailleurs, ce que ne disent pas ceux qui s'opposent aux quotas de pêche :

- le TAC du cabillaud a augmenté de 1.300 tonnes dans la zone qui s'étend de la Manche occidentale à l'ouest de l'Irlande ;

- les TAC d'anchois ont triplé pour se fixer à 33.000 tonnes, que se partagent la France et l'Espagne (au lieu de 11.000 tonnes proposées initialement par la Commission) ;

- l'églefin bénéficie d'une majoration de 30.000 tonnes dans les eaux au large de la Norvège ;
- le merlu du nord bénéficie d'une hausse des TAC de 11.000 tonnes (hausse valable pour toutes les pêches spécifiques) ;
- le TAC du homard de Norvège a triplé en augmentant de 420 tonnes (cette évolution profite à l'Espagne et au Portugal) ;
- le TAC de plie a augmenté de 15.000 tonnes dans les eaux de la Norvège ;
- les TAC de sole ont été globalement reconduits en Manche est (+ 9 %) et dans le golfe de Gascogne (- 5 %). Le TAC de sole a augmenté de 4.000 tonnes en mer du Nord et en Norvège ;
- les TAC de maquereau ont progressé de plus de 50.000 tonnes (hausse valable pour toutes les pêches spécifiques) ;

(source : <http://www.europa-planet.com>)

Maintenant, qu'il n'y ait plus assez de poissons pour faire vivre tous les pêcheurs, c'est une réalité qui ne concerne pas seulement les pays européens, la situation est identique un peu partout dans le monde où les côtes sont très peuplées. Même sans recourir à d'immenses chalutiers, la situation est identique au Sénégal par exemple. Dans mon village de pêcheurs du sud de l'Inde, les pêcheurs ne sortent en moyenne que trois jours par semaine, et lorsque je leur demande pourquoi ils ne travaillent pas davantage pour gagner plus comme dirait celui qui trône à l'Elysée, ils me répondent en coeur que cela ne sert à rien car il n'y a pas de poissons.

Libre à ceux qui le souhaitent de défendre la surpêche, une politique contribuant à vider la mer de son poisson. Libre à ceux qui le souhaitent de défendre une agriculture et un élevage intensif bourré de produits chimiques ou vétérinaires, libre à ceux qui le souhaitent de défendre des vigneronns qui commercialise de la vinasse bourré de soufre et autres saloperies. Libre à eux de jouer aux apprentis sorciers, qu'ils en assument toutes les responsabilités. Le POI devient de plus en plus un parti défendant des lobbies et des castes de producteurs, simple constatation. Un raccourci ou une nouvelle recette pour construire le parti ?

Personne n'a exigé que certains deviennent des petits patrons, c'est un choix personnel. On nous dira qu'ils n'avaient pas le choix, pas sûr.

Le frère de mon ex-beau-père qui était éleveur agriculteur en Bretagne n'a jamais eu d'employé, et la seule fois où il s'endetta, ce fut pour acheter un nouveau tracteur. Il travaillait à la ferme avec sa compagne et ils avaient une vie modeste, une fois la dernière moisson de l'année terminée, en dehors de la vingtaine de vaches dont il fallait continuer de s'occuper, jusqu'aux semailles du début de l'année il ne leur restait pas grand chose à faire et ils profitaient de la vie, préférant vivre avec un revenu équivalent au Smic plutôt que s'endetter davantage, prendre du personnel et accroître leur activité pour gagner plus ou se retrouver face à une situation ingérable en cas de revirement de la politique agricole ou de caprices climatiques.

Finalement, ils avaient le choix entre vivre modestement ou tenter d'améliorer leur condition de vie par n'importe quel moyen, au risque d'accroître leur dépendance vis-à-vis du système capitaliste. Je ne dirai pas qu'ils étaient satisfaits de leur situation, Joseph participait aux manifestations organisées par les syndicats, ils sont restés plus proches du prolétariat sans chercher à se prendre pour des capitalistes et ils finirent leur vie paisiblement. Certes, une fois à la retraite, ni leur fils ni leur fille ne reprit la ferme, ils vendirent leurs vaches et leurs terrains (la plupart étaient louée) et ils ne s'en portèrent pas plus mal n'ayant pas de dettes sur le dos.

On pourrait leur reprocher d'avoir manqué d'ambition, d'avoir refusé de se développer, de voir « plus grand », ils ont surtout refusé d'être les esclaves des banques, car être paysan ce n'est pas rien, c'est être

esclave de la terre, du climat et du marché, c'était déjà suffisamment difficile à porter durant toute une vie de labeur pour ne pas en rajouter.

Quant à ceux qui ont fait le choix inverse, que leur dire ?

Ils sont tellement dépendant du système économique qu'ils ne peuvent s'en sortir qu'en optant pour la fuite en avant dans tous les domaines : moderniser en permanence leurs outils de travail, se doter d'une capacité de production supérieure, s'entourer d'employés en conséquence, augmenter sans cesse les rendements, s'endetter dans des proportions importantes ou inconsidérées.

On nous dira que c'est indispensable pour leur survie, sans doute pour certains, mais à quel niveau, sans tenir compte de l'évolution de la situation dans leur secteur de production en France et dans le monde, sans se demander si l'avenir ne leur réservera pas de mauvaises surprises, en se disant qu'ils pourront toujours compter sur le gouvernement ou l'Union européenne pour les aider, en acceptant cette dépendance accrue, mais si un jour elle faisait défaut que deviendraient-ils, ils se retrouveraient dans la situation actuelle ou ils sont obligés de nier que la surpêche des dernières décennies n'est plus possible ou en accusant d'autres pêcheurs de profiter de quotas plus avantageux...

S'ils agissent en totale inconscience en prenant leurs désirs pour la réalité, qu'y pouvons-nous ? C'est dramatique pour eux et plus particulièrement pour leurs employés, on peut admettre tactiquement de dénoncer le sort qui leur est réservé par le capitalisme, mais on ne peut pas aller au-delà, on ne peut pas nous demander de partager leur inconscience et de cultiver des illusions à leurs côtés ou les encourager à persister dans une voie sans issue, leur sort étant suspendu à celui du prolétariat qui n'a pas d'autre issue politique que de prendre le pouvoir.

Un million de grévistes en République tchèque :

« *Comme dans toute l'Europe, les travailleurs tchèques se heurtent à la politique de destruction dictée par Bruxelles.* ». Et moi qui pensais que c'était leur propre gouvernement qui mettait en oeuvre cette politique antisociale, conformément aux intérêts de l'impérialisme.